

La communauté internationale doit mettre fin à la punition collective de la population civile de la bande de Gaza par Israël*

En nos qualités de spécialistes en droit international et en droit pénal, de défenseurs des droits de l'homme, d'experts juridiques et aussi en tant que personnes qui croient fermement à la primauté du droit et à la nécessité de son respect en temps de paix et *a fortiori* en temps de guerre, nous nous sentons le devoir intellectuel et moral de dénoncer les graves violations, ainsi que la mystification et le mépris des principes élémentaires du droit des conflits armés et des droits humains fondamentaux de la population palestinienne dans son ensemble commises au cours de l'actuelle offensive israélienne dans la bande de Gaza. Nous condamnons également les tirs de roquette depuis la bande de Gaza, car toute attaque indiscriminée contre des civils, quelle que soit l'identité des auteurs, est non seulement illégale au regard du droit international, mais aussi moralement intolérable. Cependant, comme le faisait implicitement remarquer le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dans sa Résolution du 23 juillet 2014, les deux parties au conflit ne peuvent pas être considérées sur un pied d'égalité et l'ampleur de leurs actions respectives fait apparaître, une fois de plus, un rapport totalement disproportionné.

Encore une fois, c'est la population civile non armée, ce sont les "personnes protégées" par le droit international humanitaire (DIH) qui sont dans l'œil du cyclone. La population civile de Gaza est victime de représailles au nom d'un droit de légitime défense abusivement interprété, dans le cadre d'une escalade de la violence provoquée sous les yeux de toute la communauté internationale. L'opération dite "Bordure protectrice" a éclaté dans le cadre d'un conflit armé en cours, dans le contexte d'une longue occupation militaire qui a commencé en 1967. Au long de ce conflit, des milliers de Palestiniens ont été tués et blessés dans la bande de Gaza pendant les périodes récurrentes de prétendus "cessez-le-feu" depuis 2005, après le « désengagement » unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Les pertes de vies humaines causées par les actions de provocation d'Israël avant la dernière escalade des hostilités ne doivent pas être ignorées non plus.

Selon des [sources de l'ONU](#), durant les deux dernières semaines, près de 800 Palestiniens de Gaza ont été tués et plus de 4 000 ont été blessés¹, dont la grande

* Traduit de l'anglais par Dragos Bobu.

1 Depuis la publication de la présente opinion en anglais - le 28 juillet - ces chiffres se sont élevés respectivement à au moins 1 373 Palestiniens tués et plus de 8 265 blessés selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), qui fait également fait état de 257 175 Palestiniens déplacés par ce conflit,

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014. Traduction du 30 juillet 2014

majorité étaient des civils. Plusieurs sources indépendantes indiquent que seulement 15 % des personnes décédées étaient des combattants. Des familles entières ont été assassinées. Des hôpitaux, des cliniques et des centres de réhabilitation pour des personnes handicapées ont été pris pour cible et ont subi de lourds dégâts. Pendant une seule journée, le dimanche 20 juillet, plus de 100 civils palestiniens ont été tués à Chadjaiya, un quartier résidentiel de la ville de Gaza. C'est l'une des opérations les plus sanglantes et les plus agressives jamais conduites par Israël dans la bande de Gaza – une forme de violence urbaine qui constitue un non respect absolu à l'égard de civils innocents. Malheureusement, elle a été suivie seulement quelques jours après d'une attaque tout aussi destructrice contre le quartier de Khuzaa, à l'Est de la ville de Khan Younès.

En outre, l'offensive a déjà causé la destruction à grande échelle de bâtiments et d'infrastructures : selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), plus de 3 300 maisons ont été prises pour cible et détruites ou gravement endommagées.

La mission d'établissement des faits des Nations unies sur le conflit de Gaza à la suite de l'opération israélienne "Plomb durci" de 2008-2009 l'avait ainsi dénoncée :

« Selon le Gouvernement israélien, les opérations militaires de Gaza avaient été programmées dans toute leur ampleur et dans tous les détails. Il a beau avoir cherché à les présenter essentiellement comme une réaction aux attaques à la roquette dans l'exercice de son droit de légitime défense, la Mission considère que son plan visait, au moins en partie, une cible différente, la population de Gaza dans son ensemble. » (A/HRC/12/48, par. 1883)

C'est également ce que l'on peut dire de l'actuelle offensive israélienne.

La population civile de la bande de Gaza est directement attaquée et de nombreuses personnes sont forcées à quitter leurs maisons. Ce qui était déjà une crise humanitaire des réfugiés s'est encore aggravé avec une nouvelle vague de déplacements massifs de civils : le nombre de personnes déplacées internes est de presque 150 000, dont beaucoup ont trouvé un abri dans les écoles surpeuplées de l'UNRWA. Or malheureusement celles-ci ne sont pas des endroits sûrs, comme l'ont démontré les attaques répétées contre l'école de l'UNRWA de Beit Hanout. Tous les habitants de Gaza sont traumatisés et vivent dans la terreur permanente. Et cette situation est le but recherché, car Israël applique à nouveau la [doctrine Dahiya](#), qui consiste à recourir délibérément à l'usage disproportionné de la force pour infliger des souffrances à la population civile afin d'atteindre des objectifs non pas militaires, mais politiques (faire pression sur le gouvernement du Hamas).

dont 236 375 ont trouvé refuge dans l'un des 88 centres gérés par l'ONU.

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014. Traduction du 30 juillet 2014

En agissant ainsi, Israël bafoue de manière flagrante et répétée le droit des conflits armés selon lequel on ne peut prendre pour cible des combattants et des objectifs militaires, c'est-à-dire « des biens qui, par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis. » La plupart des récents bombardements intensifs à Gaza n'ont pas de justification militaire acceptable et semblent, plutôt, avoir pour but de terroriser la population civile. Comme le CICR l'indique clairement, [répandre délibérément la terreur](#) est sans équivoque interdit par le droit international coutumier.

Dans son avis consultatif dans l'affaire des *Armes nucléaires*, la Cour internationale de Justice a considéré que le principe de distinction, qui oblige les États belligérants à faire la distinction entre les combattants et les civils, est l'un des « principes fondamentaux » du droit international humanitaire et l'un des « principes intransgressibles du droit international coutumier ».

Ce principe est codifié aux articles 48, 51(2) et 52(2) du Premier Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949, qui n'ont pas fait l'objet de réserves. Selon ce texte, le terme « attaque » désigne « des actes de violence contre l'adversaire, quelle que soit leur nature, offensive ou défensive » (article 49).

Conformément à la fois au droit international coutumier et au droit des traités, l'interdiction de diriger des attaques contre des civils est absolue. Il n'y a donc aucune marge d'interprétation qui permette d'invoquer la nécessité militaire comme justification.

Contrairement aux allégations d'Israël, les erreurs qui provoquent des pertes de vies civiles ne peuvent être justifiées. En cas de doutes sur la nature de la cible, le droit établit clairement qu'un bien relevant *a priori* d'usages civils (écoles, habitations, lieux de culte et locaux médicaux) est présumé ne pas être utilisé à des fins militaires. Durant ces dernières semaines, des fonctionnaires et des représentants de l'ONU ont plus d'une fois appelé Israël à respecter strictement le principe de précaution lors des attaques menées dans la bande de Gaza, où les risques sont grandement accrus par la haute densité de population et où la plus grande retenue doit être observée pour éviter des pertes de vies civiles. [Human Rights Watch](#) faisait ainsi remarquer que ces règles existent pour minimiser les erreurs et « lorsque de telles erreurs se produisent à répétition, on peut s'inquiéter et penser que les règles sont ignorées ».

Par ailleurs, même lorsque les objectifs ciblés sont clairement militaires, Israël viole systématiquement le [principe de proportionnalité](#) : cela est particulièrement flagrant dans le cas des centaines d'habitations civiles détruites par l'armée israélienne depuis le début de l'actuelle opération militaire à Gaza. Avec l'intention déclarée de cibler un seul membre du Hamas, les forces israéliennes ont bombardé et détruit des maisons, bien qu'elles soient habitées par des douzaines de civils, y compris des femmes, des enfants et des familles entières.

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014. Traduction du 30 juillet 2014

Prendre intentionnellement comme cible des biens civils est en soi illicite au regard du droit international coutumier et la violation de ce principe fondamental du droit peut constituer un crime de guerre. Adresser un "avertissement" – comme la technique dite du "toquer au toit", ou envoyer un SMS 5 minutes avant l'attaque –, cela ne change pas le fait qu'il est illicite de lancer sciemment une attaque contre une habitation civile sans démontrer sa nécessité militaire et au mépris du principe de proportionnalité. De plus, non seulement ces « avertissements » sont généralement inefficaces, et susceptibles d'entraîner d'autres morts, ils s'apparentent surtout à une excuse postiche imaginée par Israël afin de présenter les gens qui refusent de quitter leur domicile comme « boucliers humains ».

Les attaques aveugles et disproportionnées, le ciblage des objectifs qui fournissent aucun avantage militaire notable, et le ciblage délibéré des civils et des habitations civiles sont les traits caractéristiques de la politique suivie depuis bien longtemps par Israël qui cherche à punir l'ensemble de la population de la bande de Gaza, qui se trouve, depuis plus de sept ans, prisonnière du blocus imposé par Israël. Une telle situation équivaut à une forme de [punition collective](#) et constitue une violation, maintes fois condamnée au plan international, de l'interdiction inconditionnelle énoncée à l'article 33 de la IV^e Convention de Genève. Néanmoins, loin d'être efficacement dénoncée par les acteurs internationaux, cette politique illicite d'Israël qui se traduit par un blocus absolu imposé à la bande de Gaza a continué sans relâche, sous le regard complice de la communauté internationale des États.

Comme le notait en 2009 la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza, « la justice et le respect de l'état de droit constituent le fondement indispensable de la paix. La situation d'impunité qui perdure a créé dans le territoire palestinien occupé une crise de la justice qui exige l'adoption des mesures voulues. » (A/HRC/12/48, par. 1958). En effet, « l'impunité de longue date a été un facteur essentiel qui a contribué à perpétuer la violence dans la région et les violations à répétition ainsi qu'à favoriser le manque de confiance chez les Palestiniens et de nombreux Israéliens quant aux perspectives de justice et à une solution pacifique au conflit. » (A/HRC/12/48, par. 1964).

Par conséquent :

Nous saluons la [Résolution](#) du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, en date du 23 juillet 2014, à travers laquelle une commission d'enquête internationale et indépendante a été mise en place pour faire la lumière sur les violations du droit international humanitaire et des droits humains dans les Territoires Palestiniens Occupés.

Nous demandons aux Nations unies, à la Ligue arabe, à l'Union européenne, aux États, et en particulier aux États-Unis, à la communauté internationale dans son ensemble, d'utiliser leurs pouvoirs collectifs et de prendre d'urgence les mesures

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014. Traduction du 30 juillet 2014

nécessaires pour mettre un terme à l'escalade de la violence à l'encontre de la population civile de la bande de Gaza, et de lancer des procédures pour s'assurer que les personnes coupables de violations du droit international, y inclus les responsables politiques et les commandants militaires, soient punis. En particulier :

- Tous les acteurs régionaux et internationaux doivent œuvrer à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu durable et complet, mutuellement convenu, qui permette la facilitation rapide et l'accès de l'aide humanitaire et l'ouverture des frontières de et vers Gaza.
- Il faut demander à toutes les Parties aux Conventions de Genève de respecter d'urgence et sans aucune condition leurs obligations fondamentales, qui les lient dans toutes circonstances et d'agir en vertu de l'Article 1 commun afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toutes les violations graves, comme d'ailleurs l'imposent les Articles 146 et 147 de la IV^e Convention de Genève. Ces règles s'appliquent également à toutes les parties en conflit.
- En outre, nous dénonçons les pressions politiques scandaleuses exercées sur le Président Mahmoud Abbas par plusieurs États membres des Nations Unies et par les Nations Unies elles-mêmes, pour le dissuader de saisir la Cour pénale internationale ; nous exhortons les responsables gouvernementaux palestiniens à invoquer la compétence de la CPI, en ratifiant le Statut de Rome, et, dans l'immédiat, à soumettre à nouveau la déclaration faite en vertu de l'Article 12(3) du Statut, afin que la Cour enquête et poursuive les graves crimes internationaux commis en territoire palestinien par toutes les parties au conflit ; et
- Le Conseil de sécurité de l'ONU doit enfin exercer ses responsabilités en matière de paix et de justice, en déférant au Procureur de la CPI la situation en Palestine.

Les affiliations institutionnelles sont uniquement fournies aux fins de l'identification des personnes.

Signataires initiaux

1. John Dugard, Former UN Special Rapporteur on human rights situation in the Occupied Palestinian Territory
2. Richard Falk, Former UN Special Rapporteur on human rights situation in the Occupied Palestinian Territory
3. Alain Pellet, Professor of Public International Law, University Paris Ouest, former Member of the United Nations International Law Commission, France
4. Georges Abi-Saab, Emeritus Professor of International Law, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva, Former Judge on the ICTY

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

5. Vera Gowlland-Debbas, Emeritus Professor of International Law, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva, Switzerland
6. Chantal Meloni, Adjunct Professor of International Criminal Law, University of Milan, Italy (Rapporteur)
7. Roy Abbott, Consultant in International Humanitarian Law and International Human Rights Law, Australia
8. Lama Abu-Odeh, Law Professor, Georgetown University Law Center, USA
9. Susan M. Akram, Clinical Professor and supervising attorney, International Human rights Program, Boston University School of Law, USA
10. Taris Ahmad, Solicitor at Jones Day, London, UK
11. Maria Anagnostaki, PhD candidate, Law School University of Athens, Greece
12. Antony Anghie, Professor of Law, University of Utah, USA
13. Nizar Ayoub, Director, Al-Marsad, Arab Human Rights Centre in Golan Heights
14. Valentina Azarov, Lecturer in Human Rights and International Law, Al Quds Bard College, Palestine
15. Ammar Bajboj, Lecturer in Law, University of Damascus, Syria
16. Samia Bano, SOAS School of Law, London, UK
17. Asli Ü Bali, Professor of Law, UCLA School of Law, USA
18. Jakub Michał Baranowski, Phd Candidate, Universita' degli Studi Roma Tre, Italy
19. Frank Barat, Russell Tribunal on Palestine
20. Emma Bell, Coordinator of the European Group for the Study of Deviance and Social Control, Université de Savoie, France
21. Barbara Giovanna Bello, Post-doc Fellow, University of Milan, Italy
22. Brenna Bhandar, Senior lecturer in Law, SOAS School of Law, London, UK
23. George Bisharat, Professor of Law, UC Hastings College of Law, USA
24. Barbara Blok, LLM Candidate, University of Essex, UK
25. John Braithwaite, Professor of Criminology, Australian National University, Australia
26. Michelle Burgis-Kasthala, lecturer in international law, University of Edinburgh, UK
27. Eddie Bruce-Jones, Lecturer in Law, University of London, Birkbeck College, UK
28. Sandy Camlann, LLM Candidate, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, France
29. Grazia Careccia, Human Rights Advocate, London, UK
30. Baris Cayli, Impact Fellow, University of Stirling, UK
31. Antonio Cavaliere, Professor of Criminal Law, University Federico II, Naples, Italy
32. Kathleen Cavanaugh, Senior Lecturer, Irish Center for Human Rights, National University of Ireland, Galway, Ireland
33. Elizabeth Chadwick, Reader in International Law, Nottingham, UK
34. Donna R. Cline, Attorney at Law, USA

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

35. Karen Corteen, Senior Lecturer in Criminology, University of Chester, UK
36. Andrew Dahdal, Lecturer, Faculty of Business and Economics, Macquarie University, Sydney, Australia
37. Teresa Dagenhardt, Reader in Criminology, Queen's University Belfast, Northern Ireland
38. Luigi Daniele, PhD candidate in Law, Italy
39. Alessandro De Giorgi, Professor of Justice Studies, San José State University, USA
40. Paul de Waart, Professor Emeritus of International Law, VU University, Amsterdam, The Netherlands
41. Gabriele della Morte, Senior Lecturer in International Law, University Cattolica, Milan, Italy
42. Max du Plessis, Professor of Law, University of Kwazulu-Natal, and Barrister, South Africa and London, UK
43. Noura Erakat, Georgetown University, USA
44. Mohammad Fadel, Associate Professor of Law, University of Toronto Faculty of Law, Canada
45. Mireille Fanon-Mendés France, Independent Expert UNO, Frantz Fanon Foundation, France
46. Michelle Farrell, lecturer in law, School of Law and Social Justice, University of Liverpool, UK
47. Daniel Feierstein, Professor and President International Association of Genocide Scholars (IAGS), Argentina
48. Eleonor Fernández Muñoz, Costa Rica
49. J. Tenny Fernando, Attorney at Law, Sri Lanka
50. Amelia Festa, LLM Candidate, University of Naples Federico II, Italy
51. Katherine Franke, Professor of Law, Columbia Law School, USA
52. Jacques Gaillot, Bishop *in partibus of Patenia*
53. Katherine Gallagher, Vice President FIDH, senior attorney, Centre for Constitutional Rights (CCR), New York, USA
54. Avo Sevag Garabet, LLM, University of Groningen, the Netherlands
55. Jose Garcia Anon, Professor of Law, Human Rights Institute, University of Valencia, Valencia, Spain
56. Irene Gasparini, PhD candidate, Università Cattolica, Milan, Italy
57. Stratos Georgoulas, Assistant Professor, University of the Aegean, Greece
58. Haluk Gerger, Professor, Turkey
59. Hedda Giersten, Professor, Universitet I Oslo, Norway
60. Javier Giraldo, Director Banco de Datos CINEP, Colombia
61. Carmen G. Gonzales, Professor of Law, Seattle University School of Law, USA
62. Penny Green, Professor of Law and Criminology, Director of the State Crime Initiative, King's College London, UK
63. Katy Hayward, Senior Lecturer in Sociology, Queen's University Belfast, Northern Ireland
64. Andrew Henley, PhD candidate, Keele University, UK
65. Christiane Hessel, Paris, France

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

66. Paddy Hillyard, Professor Emeritus, Queen's University Belfast, Northern Ireland
67. Ata Hindi, Institute of Law, Birzeit University, Palestine
68. Francois Houtart, Professor, National Institute of Higher Studies, Quito, Ecuador
69. Deena R. Hurwitz, Professor, General Faculty, Director International Human Rights Law Clinic, University of Virginia School of Law, USA
70. Perfecto Andrés Ibánes, Magistrado Tribunal Supremo de España, Spain
71. Franco Ippolito, President of the Permanent People's Tribunal, Italy
72. Ruth Jamieson, Honorary Lecturer, School of Law, Queen's University, Belfast, Northern Ireland
73. Helen Jarvis, former member Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia (ECCC), member of IAGS, Cambodia
74. Ioannis Kalpouzos, Lecturer in Law, City Law School, London, UK
75. Victor Kattan, post-doctoral fellow, Law Faculty, National University of Singapore
76. Michael Kearney, PhD, Lecturer in Law, University of Sussex, UK
77. Yousuf Syed Khan, USA
78. Tarik Kochi, Senior Lecturer in Law, School of Law, Politics and Sociology, University of Sussex, UK
79. Anna Koppel, MSt Candidate in International Human Rights Law, University of Oxford, UK
80. Karim Lahidji, President of the International Federation for Human Rights (FIDH) and lawyer
81. Giulia Lanza, PhD Candidate, Università degli Studi di Verona, Italy
82. Daniel Machover, solicitor, Hickman & Rose, London, UK
83. Tayyab Mahmud, Professor of Law, Director of the Centre for Global Justice, Seattle University School of Law, USA
84. Maria C. LaHood, Senior Staff Attorney, CCR, New York, USA
85. Louise Mallinder, Reader in Human Rights and International Law, University of Ulster, UK
86. Triestino Mariniello, Lecturer in International Criminal Law, Edge Hill University, UK
87. Mazen Masri, Lecturer in Law, The City Law School, City University, London, UK
88. Siobhan McAlister, School of Sociology, Queen's University Belfast, Northern Ireland
89. Liam McCann, Principal Lecturer in Criminology, University of Lincoln, UK
90. Jude McCulloch, Professor of Criminology, Monash University, Melbourne, Australia
91. Yvonne McDermott Rees, Lecturer in Law, University of Bangor, UK
92. Cahal McLaughlin, Professor, School of Creative Arts, Queen's University Belfast, Northern Ireland
93. Araks Melkonyan, LLM Candidate, University of Essex, UK
94. Antonio Menna, PhD Candidate, Second University of Naples, Caserta, Italy
95. Naomi Mezey, Professor of Law, Georgetown University Law Center, USA

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

96. Michele Miravalle, PhD candidate, University of Torino, Italy
97. Sergio Moccia, Professor of Criminal Law, University Federico II, Naples, Italy
98. Kerry Moore, Lecturer, Cardiff University
99. Giuseppe Mosconi, Professor of Sociology, University of Padova, Italy
100. Usha Natarajan, Assistant Professor, Department of Law & Centre for Migration and Refugee Studies, The American University in Cairo, Egypt
101. Miren Odriozola Gurrutxaga, PhD Candidate, University of the Basque Country, Donostia - San Sebastián, Spain
102. Georgios Papanicolaou, Reader in Criminology, Teesside University, UK
103. Marco Pertile, Senior Lecturer in International Law, Faculty of Law, University of Trento, Italy
104. Andreas Philippopoulos-Mihalopoulos, Professor of Law and Theory, LLM, The Westminster Law and Theory Centre, UK
105. Antoni Pigrau Solé, Universitat Rovira i Virgili de Tarragona, Spain
106. Joseph Powderly, Assistant Professor of Public International Law, Leiden University, The Netherlands
107. Tony Platt, Visiting Professor of Justice Studies, San Jose State University, USA
108. Scott Poynting, Professor in Criminology, University of Auckland, New Zealand
109. Chris Powell, Professor of Criminology, University S. Maine, USA
110. Bill Quigley, Professor, Loyola University, New Orleans College of Law, USA
111. John Quigley, Professor of Law, Ohio State University
112. Zouhair Racheha, PhD Candidate, University Jean Moulin Lyon 3, France
113. Laura Raymond, International Human Rights Advocacy Program Manager, CCR, New York, USA
114. Véronique Rocheleau-Brosseau, LLM candidate, Laval University, Canada
115. David Rodríguez Goyes, Lecturer, Antonio Nariño and Santo Tomás Universities, Colombia
116. Alessandro Rosanò, PhD Candidate, Università degli Studi di Padova, Italy
117. Jamil Salem, Director Institute of Law, Birzeit University, Palestine
118. Mahmood Salimi, LLM Candidate, Moofid University, Iran
119. Nahed Samour, doctoral fellow, Humboldt University, Faculty of Law, Berlin, Germany
120. Iain GM Scobbie, Professor of Public International Law, University of Manchester, UK
121. David Scott, Senior Lecturer in Criminology, Liverpool John Moores University, UK
122. Phil Scraton, Professor of Criminology, Belfast, Ireland
123. Rachel Seoighe, PhD Candidate, Legal Consultant, King's College London, UK
124. Tanya Serisier, School of Sociology, Queen's University Belfast, Northern Ireland

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

125. Mohammad Shahabuddin, PdD, Visiting researcher, Graduate School of International Social Sciences, Yokohama National University, Japan
126. Dean Spade, Seattle University School of Law, USA
127. Per Stadig, lawyer, Sweden
128. Chantal Thomas, Professor of Law, Cornell University, USA
129. Kendall Thomas, Nash Professor of Law, Columbia University, USA
130. Gianni Tognoni, Lelio Basso Foundation, Rome, Italy
131. Steve Tombs, Professor of Criminology, The Open University, UK
132. Paul Troop, Barrister, Garden Court Chambers, UK
133. Valeria Verdolini, Reader in Sociology, University of Milan, Italy
134. Francesca Vianello, University of Padova, Italy
135. Aimilia Voulvouli, Assistant Professor of Sociology, Fatih University, Turkey
136. Namita Wahi, Fellow, Centre for Policy Research, Dharma Marg, Chanakyapuri, New Delhi, India
137. Sharon Weill, PhD, Science Po, Paris/ CERAH, Geneva, Switzerland
138. Peter Weiss, Vice President of Centre for Constitutional Rights (CCR), New York, USA
139. David Whyte, Reader in Sociology, University of Liverpool, UK
140. Jeanne M. Woods, Henry F. Bonura, Jr. Distinguished Professor of Law, Loyola University College of Law, New Orleans, USA
141. William Thomas Worster, Lecturer, International Law, The Hague University of Applied Sciences, The Netherlands
142. Maung Zarni, Judge, PPT on Sri Lanka and Visiting Fellow, London School of Economics and Political Science

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

Approbations obtenues entre le 28 juillet et le 31 juillet 2014.

1. [Rinad Abdulla, Lecturer in Human Rights Law and International Humanitarian Law, Birzeit University, Palestine](#)
2. Reem Al-Botmeh, Institute of Law, Birzeit University, Palestine
3. Rouba Al-Salem, PhD candidate, faculty of Law, Montreal University, Canada
4. Koorosh Ameli, Former Judge, Iran-United States Claims Tribunal
5. Alessandra Annoni, Senior Lecturer in International Law, University of Catanzaro, Italy
6. Alicia Araujo Mendonca, lawyer, London, UK
7. Huwaida Arraf, Attorney and Human Rights Advocate, New York, USA
8. Ayman Atef, LLM Ain Shams University, Egypt
9. Irene Baghoomians, Lecturer, Faculty of Law, University of Sydney, Australia
10. Ajamu Baraka, human rights activist and former director of the U.S. Human Rights Network (USHRN), USA
11. Faisal Bhabha, Assistant Professor, Osgoode Hall Law School of York University Toronto, Ontario, Canada
12. Onder Bakircioglu, Lecturer in Law, Queen's University Belfast, Northern Ireland
13. Alonso Barros, PhD, Attorney at Law, Indigenous Peoples' Human Rights Advocate, Chile
14. Asmaa Bassouri, PhD Candidate, Cadi Ayyad University, Marrakech, Morocco
15. Jinan Bastaki, Law PhD candidate, School of Oriental and African Studies, London, UK
16. Paolo Bertoli, Professor of International Law, University of Insubria, Como-Varese, Italy
17. Marta Bitorsoli, LLM, Irish Centre for Human Rights, Trial Clerk ICTY, The Hague, The Netherlands
18. Audrey Bomse, Co-Chair, National Lawyers Guild Palestine Subcommittee, USA
19. Marco Borraccetti, senior Lecturer in European Union Law, Alma Mater Studiorum-University of Bologna, Italy
20. Bill Bowring, Barrister, Professor, Director of the LLM/MA in Human Rights, School of Law, Birkbeck, University of London, London, UK
21. John Burroughs, Executive Director, Lawyers Committee on Nuclear Policy, New York City, USA
22. Andrea Caligiuri, Senior Lecturer in International Law, University of Macerata, Italy
23. Giovanni Cellamare, Professore of International Law, Faculty of Political Science, University of Bari, Italy

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

24. Emanuele Cimiotta, Assistant Professor of International Law, Law Faculty, University La Sapienza, Rome, Italy
25. Maivan Clech Lam, Professor Emerita, City University of New York Graduate Center, USA
26. Ziyad Clot, Lawyer, University of Paris II Assas and Sciences Po Paris, France
27. Marjorie Cohn, Professor of Law, Thomas Jefferson School of Law and former president, National Lawyers Guild, USA
28. Nicola Colacino, Associate Professor of International Law, University Niccolò Cusano, Rome, Italy
29. Francesco Costamagna, Assistant Professor of EU Law, University of Turin, Italy
30. Jamil Dakwar, International Human Rights Lawyer, New York, USA
31. Fredrik Danelius, LL.M., former lecturer in international law, Lund University, Sweden, Oslo University, Norway, former editor-in-chief of Nordic Journal of International Law
32. Shane Darcy, lecturer, Irish Centre for Human Rights, National University of Ireland, Galway, Northern Ireland
33. Gail Davidson, Director, Lawyers against the War, USA
34. Mark de Barros, Lecturer in Law, Université Paris II Panthéon, Assas/Attorney at Law, New York Bar, France/USA
35. Emanuele De Franco, Lecturer in Criminal Law, University Federico II, Solicitor, Naples, Italy
36. Fanny Declercq, LL.M., Leiden University, The Hague, The Netherlands
37. Géraud de La Pradelle, Emeritus Professor International Law, France

38. Adele Del Guercio, Researcher in International Law, University L'Orientale, Naples, Italy
39. Francesca De Vittor, Researcher in International Law, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan, Italy
40. Saverio Di Benedetto, Senior Lecturer of International Law, Università del Salento, Italy
41. Mahmoud Dodeen, Lawyer and Professor of Law, Birzeit University, Palestine
42. Pierre-Emmanuel Dupont, Member of the Hague Center for Law and Arbitration, Senior Lecturer at the Free Faculty of Law, Economics and Management, Paris, France
43. Isabel Düsterhöft, LL.M., Utrecht, M.A. Hamburg, Germany
44. Lena El-Malak, PhD in Public International Law SOAS, Legal Counsel, UAE
45. Ali Ercan, Researcher and Intern at the OIC Mission to the United Nations, New York, USA

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

46. Siavash Eshghi, PhD candidate, SOAS University, London, UK
47. Marco Fasciglione, Researcher in International Law, International Institute for Legal Studies, Naples, Italian National Research Council, Italy
48. Matteo Fornari, Researcher in International Law, Faculty of Law, University of Milan-Bicocca, Italy
49. Fabrizio Forte, PhD Candidate, University Federico II, Solicitor, Naples, Italy
50. Micaela Frulli, Associate Professor of International Law, University of Florence, Italy
51. Domenico Gallo, Judge, Italian Supreme Court, Rome, Italy
52. Francesco M. Genovesi, Attorney at Law, Milan, Italy
53. Jérémie Gilbert, Reader in Law, University of East London, School of Law and Social Sciences, London, UK
54. Henning Grosse Ruse, PhD, Khan, King's College, Faculty of Law, University of Cambridge, UK
55. Kelly L. Grotke, PhD, Affiliate Research Fellow, Erik Castrén Institute of International Law and Human Rights, University of Helsinki, Faculty of Law, Iceland
56. Kumaravadivel Guruparan, Lecturer, Department of Law, University of Jaffna, Sri Lanka.
57. Ivan Ingravallo, Associate Professor of International Law, University of Bari, Italy
58. Adilur Rahman Khan, Senior Advocate at Supreme Court of Bangladesh
59. Urfan Khaliq, Professor of International Law, Cardiff University, UK
60. Ahmed Amine Khamlichi, Investigator at the CNRS, France
61. Issaaf Ben Khalifa, Lawyer, University of Carthage, Tunisia
62. Azra Kuci, legal advisor TRIAL (track impunity always), Bosnia and Herzegovina
63. Roberto Lamacchia, Lawyer, President, Association Democratic Jurists, Turin, Italy
64. Michelle Landy, Solicitor, London, UK
65. Federico Lenzerini, Assistant Professor of International Law, University of Siena, Italy
66. Michael Lynk, Professor, Faculty of Law, Western University, London, Ontario, Canada
67. Osama Malik, Advocate, Islamabad High Court Bar Association, Pakistan
68. Marina Mancini, Senior Lecturer in International Law, Mediterranean University of Reggio Calabria, Italy
69. Ana Manero Salvador, Associate Professor of Public International Law, University Carlos III, Madrid, Spain

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

70. Fabio Marcelli, Research Director, Institute for International Legal Studies of the National Research Council, Rome, Bureau Member of IADL, Italy
71. Antonio Martínez Puñal, Professor of Public International Law, Universidade de Santiago de Compostela, Spain
72. Mari Matsuda Professor, William S. Richardson School of Law, USA
73. Maeve McMahon, Associate Professor, Law and Legal Studies, Carleton University, Ottawa, Canada
74. Ladan Mehranvar, PhD candidate in International Law, Faculty of Law, University of Toronto, Canada
75. Jeanne Mirer, President, International Association of Democratic Lawyers
76. Lavinia Monti, PhD candidate in International Law and Human Rights, University La Sapienza, Rome, Italy
77. Gloria M. Moran, Professor of Law, Religion and Public Policy, UDC, Spain/USA
78. Giuseppe Morgese, Senior Lecturer in European Union Law, University of Bari, Italy
79. Raymond Murphy, Professor of Law and Human Rights, Irish Centre for Human Rights, Galway, Northern Ireland
80. Francesca Mussi, PhD candidate in International Law, University of Milan- Bicocca, Italy
81. Egeria Nalin, Senior Lecturer in International Law, Faculty of Political Science, University of Bari Aldo Moro, Italy
82. Mary Nazzal-Batayneh, Barrister, Palestine Legal Aid Fund, Amman, Jordan
83. Dorothy-Jean O'Donnell, Lawyer, Hope, British Columbia, Canada
84. Maria Irene Papa, Senior Lecturer in International Law, Faculty of Law, University La Sapienza, Rome, Italy Facoltà di Giurisprudenza
85. Brad Parker, Attorney, Defence for Children International Palestine, USA
86. Gilberto Pagani, Lawyer, Milan, Italy
87. Paolo Picone, Emeritus Professor of International Law, University La Sapienza, Rome, Member of Institut de Droit International, Member of Accademia Nazionale dei Lincei, Italy
88. Giuseppe Puma - PhD, International Law, University La Sapienza, Rome, Italy
89. Antonio Martínez Puñal, Professor of Public International Law, University of Santiago de Compostela, Spain
90. Micòl Savia, human rights lawyer, permanent representative of the International Association of Democratic Lawyers (IADL) at the UN, Italy

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

91. Chiara Ragni, Senior Researcher and Assistant Professor of International Law, University of Milan, Italy
92. Edel Reagan, LL.M, Irish Center for Human Rights, Galway, Northern Ireland
93. Yashvir Roopun, Barrister at Law, UK
94. Simeon A. Sahaydachny, LL.M in International Law, New Jersey, USA
95. Francesco Saluzzo, PhD candidate in International Law, University of Palermo, Italy
96. Laura Salvadego, research Fellow in International Law, University of Ferrara, Italy
97. Stephanie Schlickewei, Research Associate in Public International Law, University of Kiel, Germany
98. Smita Shah, Barrister, Garden Court Chambers, London, UK
99. Francesco Sindico, Reader in International Environmental Law, University of Strathclyde Law School, Glasgow, UK
100. Francisco Soberon G., Director, Asociacion Pro Derechos Humanos, Lima, Chile
101. Pamela Spees, Senior Staff Attorney, Centre for Constitutional Rights, New York, USA
102. Euan Sutherland, CB, Barrister and Parliamentary Draftsman, London, UK
103. Patrice Tacita, lawyer, Member of LKP, Guadeloupe
104. Dennis Töllborg, Professor in Legal Science, STIAS Fellow, University of Gothenburg, Sweden
105. Seline Trevisanut, Assistant Professor in International Law, University of Utrecht, The Netherlands.
106. Luisa Vierucci, Lecturer in International Law, university of Florence, Italy
107. Burns H Weston, Bessie Dutton Murray Distinguished Professor of Law Emeritus and Senior Scholar, UI Center for Human Rights, The University of Iowa, USA
108. Daniela Vitiello, PhD, International Law and EU Law, University La Sapienza, Rome, Italy
109. R.B.J. Walker, Professor, University of Victoria, Canada, and PUC-Rio de Janeiro, Brazil
110. John Whitbeck, Expert on International Law, former legal advisor, Palestinian Negotiation Team
111. Richard Wild, Lecturer, School of Law, University of Greenwich, UK

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

1. Selma Abdel Qader, LLM, SciencesPo, PSIA, Paris
2. Jacqueline Alsaïd, LLM, freelance writer and Human Rights Activist, UK
3. Soumaya Ben Dhaou, PhD, Assistant Professor Nipissing University, ON, Canada
4. Francisco Bernete, Universidad Complutense de Madrid, Spain
5. Carla Biavati, Members of the IPRI - Institute for Peace Research, Italian branch
6. Linda Bimbi, International Section of the Lelio and Lisli Basso Foundation, Rome
7. Robert Bourque, Professor of Philosophy and Political Science, College de Thetford and UMCE University, Canada
8. Elpidio Capasso, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
9. Joseph Chiume, Barrister, Malawi
10. Elena Coccia, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
11. Antonio Crocetta, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
12. Maurizio Cucci, Member of the IPRI - Institute for Peace Research, Italian branch
13. Simon Dalby, professor, Wilfrid Laurier University, USA
14. Luigi De Magistris, Mayor of Naples and former Judge, Italy
15. Silvia De Michelis, PhD candidate, University of Bradford, Department of Peace Studies, Bradford, UK
16. Gennaro Esposito, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
17. Roja Fazaeli, Lecturer in Islamic Studies, Department of Near and Middle Eastern Studies, Trinity College Dublin, Ireland
18. Andrea Florence, Master in International Law (IHEID), Brazil
19. Alejandro Forero, Researcher, Observatory on Penal System and Human Rights University of Barcelona, Spain
20. César Alejandro González Carrillo, Master in law Universidad de Guadalajara, Guadalajara, Jalisco, México
21. Héctor Grad, Associate Professor, Social Anthropology, University Autónoma, Madrid, Spain
22. Remzi Halil, LLB, UK
23. Naomi Head, Lecturer in Politics, University of Glasgow, UK
24. Carlo Iannello, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
25. Mahmood M. Jaludi, Rutgers University, Newark, New Jersey, USA
26. Rabania Khan, LLB, UK
27. Ronald C. Kramer, Professor of Sociology and Criminology, Western Michigan University, USA
28. Charles H. Manekin, Professor of Philosophy, University of Maryland, USA

Déclaration commune sur l'offensive d'Israël à Gaza - 28 juillet 2014.
Traduction du 30 juillet 2014

29. Sarah Maranlou, Independent Legal Researcher, UK
30. Lloyd K. Marbet, Executive Director, Oregon Conservancy Foundation, USA
31. Miriam McColgan, Solicitor (Lawyer), Dublin, Ireland
32. Giuseppe Nesi, Dean of the Law School, University of Trento, Italy
33. Alba Nogueira López, Associate Professor of Administrative Law, University of Santiago de Compostela, Spain
34. Francis Oeser, Poet, London, UK
35. Sarah Pallesen, MA Social Anthropology of Development, School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London, UK
36. Daniele Perissi, LL.M Graduate, Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, Italy
37. Raffaele Porta, Professor, Chemical Sciences, University Federico II, Naples Italy
38. Nicola Quatrano, Judge, OSSIN - International Observatory on Human Rights, Italy
39. Minhaj Quazi, B.Com(Hons) M.Com, LL.B.
40. Rezaur Rahman Lenin, Executive Director, Law Life Culture, Bangladesh
41. Jale Reshat, Solicitor, UK
42. Dario Rossi, Lawyer, Italy
43. Marco Russo, Member of Naples City Council and lawyer, Italy
44. Ghassan Shahrour, MD
45. Lloyd Schneider, Retired Minister, United Church of Christ, Delegate to General Synod 2015, Tuolumne, California, USA
46. Gene, Schulman, Former senior editor, Overseas American Academy, Geneva, Switzerland
47. Mihira Sood, Human Rights Lawyer, Supreme Court of India, India
48. Jeanne Theoharis, Distinguished Professor of Political Science, Co-Founder of Educators for Civil Liberties , Brooklyn College of CUNY, New York, USA
49. Ismail Waheed, Lecturer, Institute of Islamic Studies, Maldives
50. Paul Wapner, Professor, School of International Service, American University, USA
51. Saïd Zulficar, Network for Colonial Freedom